



**UN LIEU DE MEMOIRE DANS UN CONTINENT D'OUBLI :
HONG KONG COMMEMORE LES 20 ANS DU MASSACRE DU 4 JUIN**

Jean-Philippe Béja

Les dirigeants communistes chinois qui se targuent de représenter la marche en avant de l'histoire, se préparent à célébrer en grande pompe le soixantième anniversaire de leur prise de pouvoir le 1er Octobre. Mais tous les anniversaires ne se valent pas et ils n'ont prévu aucun défilé militaire le 4 juin pour rendre hommage aux soldats vainqueurs des émeutiers contre-révolutionnaires de 1989. Au contraire. Ils ont fait tout leur possible pour interdire la commémoration de l'événement qui, il y a vingt ans, a ébranlé le monde et donné le coup d'envoi de l'effondrement des régimes communistes. Dans la presse officielle, dans les déclarations des dirigeants et dans les manuels d'histoire, cet événement fondamental de l'histoire de la Chine contemporaine n'est même pas mentionné. Depuis deux décennies, le pouvoir a imposé un black-out total et aujourd'hui la plupart des jeunes Chinois ignorent ce qui s'est passé sur la place Tiananmen.

Pourtant, les leaders du Parti sont inquiets. Lorsqu'en décembre dernier, 303 intellectuels avaient lancé la Charte 08 pour réclamer l'instauration d'une démocratie parlementaire, ils ont arrêté l'un de ses promoteurs, Liu Xiaobo, qui, dans la nuit du 3 au 4 juin 1989, avait négocié avec l'Armée l'évacuation de la place Tiananmen. Aujourd'hui, il est encore détenu au secret.

Le Parti ne prend pas de risque en cette période d'anniversaires.

Depuis le 15 avril, date du début du mouvement de 1989, la plupart des dissidents sont placés sous surveillance et on cherche à les éloigner de Pékin. La place Tiananmen est occupée par des policiers en civil à l'affût de toute tentative de rassemblement. Les comités du Parti des universités interdisent aux étudiants de se vêtir de blanc (la couleur du deuil) le 4 juin. Voilà des signes évidents de l'importance que les dirigeants attachent à cet épisode et de la peur qu'ils ont qu'un tel mouvement ne se reproduise.

Toutefois, en dépit de cette surveillance, le 10 mai, 19 intellectuels et anciens leaders étudiants se sont réunis dans la banlieue de Pékin pour évoquer cet événement qui représente une rupture dans l'histoire de la République populaire. Une semaine plus tard, les Mères de Tiananmen, une organisation regroupant les familles des victimes du massacre, se sont réunies dans un appartement. Mais, si les commémorations restent limitées à ces deux événements, on peut dire que le pouvoir aura gagné son pari.

Dans ce silence assourdissant, un petit coin de la République populaire se distingue : depuis plus de deux mois, dans la Région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong, l'anniversaire de l'événement occupe le devant de la scène. Lorsque le 20 mai, le Chef de l'exécutif Donald Tsang a affirmé qu'il était temps de tourner la page et que la plupart des hongkongais ne s'en préoccupaient plus, émerveillés qu'ils sont par le développement économique de la patrie, les députés démocrates ont quitté la salle de réunion de l'Assemblée législative et la presse s'est déchaînée contre Tsang. La publication dans la RAS des mémoires posthumes du secrétaire général du Parti Zhao Ziyang limogé en 1989 pour s'être opposé à la loi martiale, a donné lieu à de nouveaux débats sur la possibilité qu'avait eue, à l'époque, le parti communiste chinois de démocratiser le pays. Un sondage publié le 27 mai montrait que 62% des habitants de la RAS estiment que le gouvernement de Pékin devrait réviser son jugement sur l'événement. Même les politiciens favorables à Pékin se gardent bien d'approuver le massacre.

Il faut dire que le mouvement du printemps 1989 a eu une influence énorme sur Hong Kong. Du 15 avril au 19 mai 89 il a été suivi avec passion par la population qui y voyait la chance d'un retour en douceur dans le sein de la mère-patrie. En effet, une Chine démocratique ne représentait plus une menace pour l'avenir du territoire. Aussi lors de la proclamation de la loi martiale, 1 million de personnes (sur une population totale de 5 millions) descendit dans la

rue, voyant dans le présent de Pékin l'avenir de Hong Kong. Et le jour-même du massacre, le 4 juin 1989, plus de 500 000 personnes manifestèrent malgré l'approche d'un typhon. L' « Alliance pour le soutien au mouvement démocratique en Chine » de Hong Kong a aidé la plupart des animateurs du mouvement à fuir le continent, et a donné naissance au premier parti de la colonie, le Parti démocrate, qui avec ses alliés remporte 60% des suffrages à chaque élection. La veillée commémorative du 4 juin, à laquelle participent chaque année des dizaines de milliers de personnes, fait aujourd'hui partie de la culture politique de Hong Kong.

En 1997, lorsque le futur chef de l'Exécutif Tung Chee-hwa avait affirmé qu'il fallait « abandonner le bagage du 4 juin » et regarder vers l'avenir, il avait provoqué un tollé et avait dû se rétracter. La SAR a donc conservé cette tradition et ce jour-là, chaque année, des milliers de touristes venus du continent franchissent la frontière. A l'occasion du vingtième anniversaire, l'affluence à la veillée a battu le record de 1990 avec plus de 150 000 participants. Ainsi, la mémoire de l'événement se perpétue dans ce petit coin de Chine dont on dit que les habitants ne s'intéressent qu'à l'argent.

Aujourd'hui encore, Hong Kong, qui depuis le milieu du 19ème siècle, a servi de plateforme de discussion sur l'avenir de la Chine, fournit aux ressortissants de la République populaire l'occasion de briser les tabous imposés par le Parti.